

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 285/ Octobre 2019

## TENDANCES CONJONCTURELLES

2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2019

Le deuxième trimestre 2019 présente une situation stable dans l'ensemble, bien que certaines faiblesses sectorielles se manifestent. L'emploi est stable, tout comme les importations totales. Certaines importations sont en légère progression, comme les biens de consommation, tandis que d'autres subissent une hausse plus marquée, notamment les biens d'investissement pour les entreprises. Les secteurs du BTP et du transport aérien sont en repli, tandis que celui du commerce présente un bilan contrasté. L'inflation reste modérée dans la lignée du trimestre précédent.

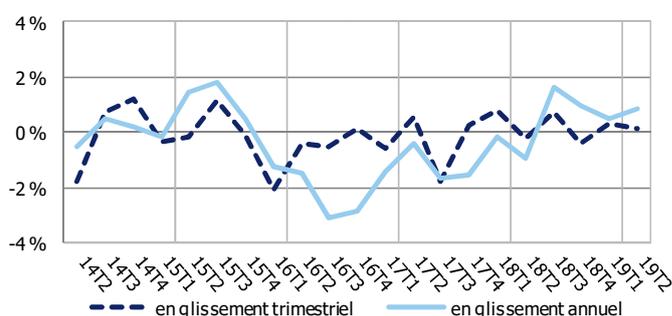
### Stabilisation de la conjoncture après l'embellie du premier trimestre

#### L'indice des prix reste contenu

Après son léger rebond au premier trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation se stabilise (+0,1 %). Les évolutions de ce trimestre sont proches de celles du trimestre précédent, avec une hausse des prix des produits manufacturés (+1,3 %), un repli marqué du prix de l'énergie (-5,9 %) ainsi que des prix de l'alimentation et des services en légère progression (+0,7 % et +0,5 % respectivement).

En rythme annuel, l'indice global est en hausse (+0,8 %). La plupart des postes composant l'indice sont en augmentation, l'alimentation présentant la hausse la plus modérée (+1,6 %) et les produits manufacturés la plus forte (+3,2 %), la hausse du prix des services se situant entre les deux (+2,2 %). L'énergie constitue encore une fois la seule exception à cette tendance (-11,1 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation

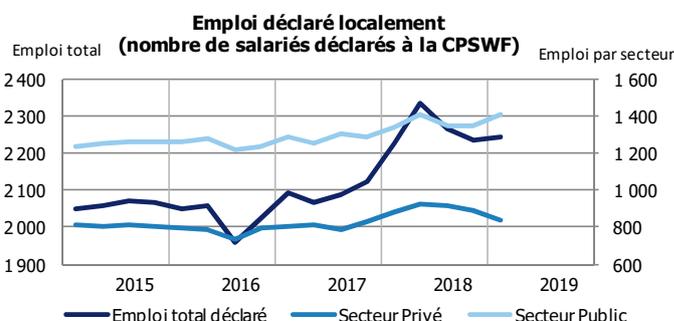


Source : STSEE, données trimestrielles

#### Stagnation de l'emploi

Selon les données à fin mars 2019, 2 244 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 237 à fin décembre 2018, soit un niveau stable en glissement trimestriel (+0,3 %) et annuel (+0,9 %). La hausse de l'emploi dans le secteur public compense la baisse dans le secteur privé.

À fin mars 2019, on dénombre 1 406 salariés dans le secteur public, en hausse (+4,3 %) par rapport au trimestre précédent, avec une croissance similaire en rythme annuel (+4,7 %). Le secteur privé compte 838 salariés, soit une diminution trimestrielle de 5,7 % (-5,0 % en glissement annuel). La réduction du nombre d'emplois dans le secteur du BTP (-51,3 %) est le facteur de baisse le plus important ce trimestre, les secteurs des services (-3,9 %) et de l'industrie et de l'artisanat (-5,0 %) participant également à la tendance. Le secteur du commerce, avec une augmentation de 3,0 %, constitue la seule exception à cette tendance. Les évolutions en glissement annuel sont similaires à celles en glissement trimestriel, avec une hausse de l'emploi public (+4,7 %) et une baisse de l'ensemble du secteur privé, à l'exception du commerce qui se stabilise (0,3 %).



Source : CPSWF

La part du secteur public dans l'économie du Territoire se renforce suite à la diminution de l'emploi privé. La prédominance de l'emploi public atteint 62,7 %, ce qui constitue l'un des niveaux les plus élevés de ces dernières années, après être descendu à 59,5 % à fin septembre.

## La consommation des ménages reste bien orientée

Après avoir progressé (+6,4 %) au premier trimestre 2019, les importations de biens de consommation continuent leur progression à un rythme plus modéré au deuxième trimestre 2019 (+1,6 %, CVS), la croissance étant plus marquée en glissement annuel (+5,5 %, CVS), à 251 millions de F CFP. Les importations de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement sont en forte hausse (+23,4 % et 34,8 % respectivement sur le trimestre, à 82 et 55 millions de F CFP, CVS).

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs progresse sur le trimestre (+2,0 %, CVS) et connaît une baisse annuelle (respectivement -19,3 %, CVS<sup>1</sup>).

La consommation d'électricité est en hausse sur le trimestre et sur l'année (+1,1 % en glissement trimestriel, +7,9 % en glissement annuel, CVS). Cette évolution est à rapprocher de la baisse des tarifs (péréquation tarifaire depuis mi-2016).

L'encours des crédits à la consommation diminue sur le trimestre (-1,7 %) mais est stable par rapport au deuxième trimestre 2018 (+0,2 %). Les crédits à l'habitat rebondissent sur le trimestre (+ 28,1 %) et atteignent 70 millions de F CFP au 30 juin 2019, niveau proche du deuxième trimestre 2018 (+1,1 % en glissement annuel). En parallèle, le taux de créances douteuses brutes des ménages décroît légèrement, s'établissant à 3,6 %. Ceci constitue un nouveau plancher, le taux étant de 3,9 % à fin mars et 4,6 % au deuxième trimestre 2018.

À fin juin 2019, les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent négativement mais restent à des niveaux satisfaisants. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est plus élevé qu'au premier trimestre (199, soit +7,0 % en glissement trimestriel), bien que la hausse soit moins marquée sur l'année (+3,1 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque poursuit la tendance du trimestre précédent et croît de 66,2 % et s'établit à 128. Cette croissance est encore plus forte en glissement annuel (+161,2 %) mais elle est à nuancer, le niveau de l'année dernière (49 incidents) étant particulièrement bas comparé à la moyenne des dernières années (76 en 2018 et 159 en 2017).

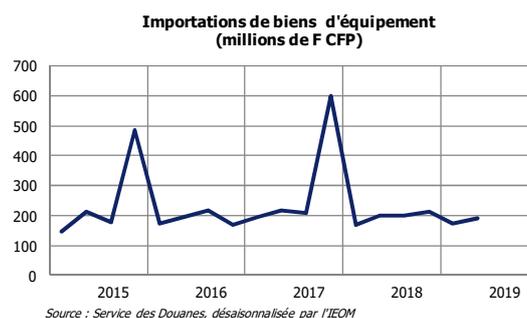
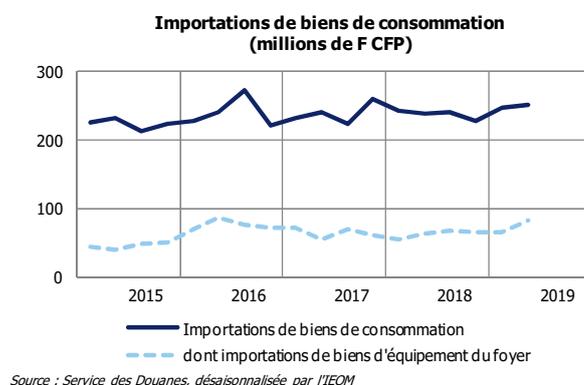
## L'investissement des entreprises revient à son niveau de longue période

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises (191 millions de F CFP au deuxième trimestre 2019, données CVS) rebondissent en glissement trimestriel (+11,3 %, CVS) mais sont en léger recul sur l'année (-3,5 %, CVS). Elles reviennent ainsi vers leur niveau moyen des dernières années.

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en repli trimestriel mais se stabilisent par rapport au deuxième trimestre 2018 (-5,1 % et +1,9 %, données CVS<sup>2</sup>).

L'encours des crédits aux entreprises est stable sur le trimestre (+0,6 %) et en hausse sur l'année (+3,6 %). Les crédits d'exploitation, dont le niveau était quasi nul sur les trois derniers trimestres, repartent à la hausse, passant de 3 millions de F CFP à fin mars à 53 millions. Par rapport à juin 2018, la progression est également marquée (+49,4 %). A contrario les crédits d'investissement sont en diminution, de 5,8 % par rapport au premier trimestre et de 7,9 % par rapport à l'année dernière.

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste constant. Le taux de créances douteuses brutes des entreprises est stable sur le trimestre (+0,1 point sur le trimestre et -1,3 point sur l'année), s'établissant à 4,3 % au 30 juin 2019.



<sup>1</sup> Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

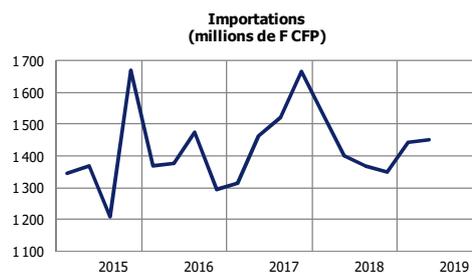
<sup>2</sup> Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

## Stabilité des importations

Les importations totales sont stables au deuxième trimestre 2019 (+0,6 %, CVS) mais croissent sur l'année de 3,7 % (CVS). Elles s'élèvent à 1 450 millions de F CFP (données CVS).

Principal poste d'importations, les produits alimentaires reculent par rapport au premier trimestre 2019 (-6,1 %, soit 345 millions de F CFP contre 367 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires (respectivement 191 et 217 M F CFP, CVS) représentent à eux deux 408 millions de F CFP au deuxième trimestre 2019 contre 402 millions au premier trimestre 2019 (172 millions pour les biens d'équipement, 230 millions pour les biens intermédiaires, CVS), soit une hausse de 1,6 %.

Les revenus douaniers et des taxes d'entrée augmentent en variation trimestrielle (+23,0 %) et s'établissent à 337 millions de F CFP, en hausse par rapport au deuxième trimestre 2018 (+9,7 % en glissement annuel).

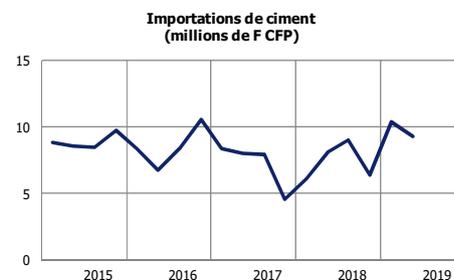


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

## Les principaux secteurs d'activité marquent le pas

### Repli du BTP

Après un début d'année encourageant pour le secteur, la situation du secteur montre une dégradation. Les importations de ciment se contractent trimestriellement (-10,4 %, données CVS) mais progressent en glissement annuelle (+14,6 %, CVS). Elles s'élèvent à 9,3 millions de F CFP (CVS). À fin mars les effectifs salariés du secteur subissent une forte baisse, sur le trimestre (-51,3 %) ainsi que sur l'année (-40,3 %) et atteignent 37 salariés. Le secteur a subi au deuxième trimestre des conditions climatiques défavorables pour les chantiers ainsi que des problèmes d'approvisionnement en matières premières.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

### Une activité commerciale contrastée

Après la reprise du trimestre dernier, l'activité commerciale se stabilise. Si d'un côté les importations de biens de consommation (+1,6 %, CVS) et de biens d'équipement (+11,3 %) progressent, les importations de produits alimentaires (-6,1 %, CVS), ainsi que celles de biens intermédiaires (-5,7 %, CVS) se contractent. Il est à noter que les achats durables (articles d'habillements +34,8 % et biens d'équipements du foyer +23,4 %, CVS) progressent nettement sur le trimestre.

### Tassement de la fréquentation du Territoire

Le nombre total de passagers est en baisse de 5,9 % sur le trimestre (10 859 contre 11 539 le trimestre précédent, données CVS) suite à la diminution conjointe du trafic international (-6,7 %), qui s'élève à 7 742 passagers (CVS) et du trafic intérieur (-3,9 %, soit 3 117 passagers, données CVS). Le trimestre précédent avait bénéficié de l'ordination du nouvel évêque de Wallis-et-Futuna, ce qui avait donné lieu à une hausse du trafic international. Des conditions climatiques difficiles ont également perturbé le trafic intérieur.

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une diminution de 3,5 % entraînée par la baisse du trafic intérieur (-7,3 %, CVS) et par celle du nombre de passagers internationaux (-1,9 %, CVS).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

## La conjoncture régionale et internationale

### UNE CROISSANCE DE LA REGION ASIE-PACIFIQUE MEILLEURE QUE PREVU

Dans un contexte de ralentissement du commerce mondial, la mise en place du Partenariat économique régional global (RCEP) pourrait revitaliser les échanges et la croissance de la zone **Asie-Pacifique**. La 8<sup>e</sup> réunion ministérielle de négociations, qui s'est tenue à Beijing début août marque une avancée importante et pourrait déboucher sur une signature dans un avenir proche.

Pour l'heure, les banques centrales de la région misent en priorité sur le soutien à leurs marchés intérieurs. Depuis le deuxième trimestre 2019, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) et la Reserve Bank of Australia (RBA) ont diminué leurs principaux taux directeurs de respectivement 75 et 50 points de base. Quant à la Banque Populaire de Chine, elle a lancé début août une réforme de ses taux d'intérêt afin d'alléger le coût du crédit aux entreprises.

En **Chine**, l'activité se restreint, le PIB enregistrant sa plus faible performance depuis trente ans, +6,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2019, après +6,4 % au premier trimestre. La demande intérieure ralentit en juillet, comme en atteste l'évolution des ventes de détail, +7,6 % en glissement annuel (+9,8 % en juin). La production industrielle pâtit de la guerre commerciale avec les États-Unis : sa progression n'est plus que de 4,8 % en juillet (+6,3 % en juin).

La **Nouvelle-Zélande**, pour sa part, dispose d'éléments favorables au deuxième trimestre 2019. L'évolution des prix est contenue, l'indice des prix augmentant de 1,7 % en glissement annuel, et le marché de l'emploi semble solide. Le taux de chômage est à 3,9 %, son plus bas niveau depuis juin 2008 (3,8 %). Pourtant, le pessimisme gagne le milieu des entreprises, comme en atteste l'indice de confiance du New Zealand Institute of Economic Research (NZIER), qui touche en juin 2019 son plus bas niveau depuis mars 2009.

La croissance de l'**Australie**, troisième exportateur mondial de sources d'énergie fossile derrière la Russie et l'Arabie Saoudite, pourrait être négativement impactée par l'affaiblissement de la conjoncture internationale. Sur le plan interne, en dépit de la bonne tenue de l'emploi (+41 000 emplois, CVS, en juillet), le taux de chômage se stabilise, 5,3 % en juillet (5,2 % en juin), avec un sous-emploi persistant (8,4 % en juin et en juillet). Par conséquent, les salaires augmentent modestement, +0,5 % en juin par rapport au trimestre précédent, ce qui risque de peser sur la consommation des ménages.

Sources : FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Reserve Bank of New Zealand.

### UNE CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE AU RALENTI

Suite à la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au cours du premier semestre 2019, les dernières perspectives mondiales du FMI ont une nouvelle fois été révisées à la baisse en juillet. La croissance mondiale devrait s'élever à 3,2 % en 2019 et à 3,5 % en 2020 (-0,1 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril pour les deux années). La persistance des incertitudes liées au Brexit a également pénalisé l'activité alors que la montée des tensions géopolitiques (entre les États-Unis et l'Iran notamment) a favorisé la hausse des prix de l'énergie.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti au deuxième trimestre 2019 pour s'établir à 0,5 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par un fléchissement de l'investissement privé et des exportations. Le FMI anticipe une croissance de 2,6 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage liée à un premier trimestre meilleur que prévu.

Dans la zone euro, la croissance du PIB a ralenti à 0,2 % au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. À fin juin, l'inflation demeure modérée (+1,3 %) tandis que le taux de chômage s'élève à 7,5 %, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB de la zone devrait ralentir à 1,3 % en 2019, contre 1,9 % en 2018, avant de rebondir à 1,6 % en 2020.

En France, le PIB a enregistré une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre 2019, conservant ainsi le même rythme qu'en début d'année. L'investissement accélère sur le trimestre (+0,9 % après +0,5 %) tandis que la consommation des ménages fléchit légèrement (+0,2 % après +0,3 %). Pour l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe un essor du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, le PIB a progressé de 0,4 % entre avril et juin 2019 après une hausse de 0,7 %. Si la consommation privée et l'investissement privé demeurent robustes, les exportations sont en recul. La croissance devrait s'établir à 0,9 % en 2019 (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait ralentir à 4,1 % dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,5 % en 2018). Cette prévision a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle d'avril, en lien notamment avec le ralentissement économique enregistré au Brésil (suite à l'incertitude concernant l'approbation de plusieurs réformes structurelles) et au Mexique (où l'investissement demeure faible et la consommation privée a ralenti). En Chine, la croissance devrait atteindre 6,2 % en 2019, soutenue par plusieurs mesures de relance.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2019.